

L'ÉDITO

Et si nous engageons les pays du Golfe à relancer avec nous le processus de paix au Proche-Orient ?



Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis

Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Aux yeux de la plupart des observateurs, le dossier israélo-palestinien est enlisé et sans véritable perspective de règlement.

En effet, il est devenu marginal par rapport à la question iranienne au Moyen-Orient. Par ailleurs, les Palestiniens sont divisés entre ceux de Cisjordanie (Fatah) et ceux de Gaza (Hamas) ; le président Mahmoud Abbas n'a plus beaucoup de crédibilité et le soutien des gouvernements arabes s'effrite (accords d'Abraham). En face, Israël a renforcé ses positions diplomatiques avec la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu et l'établissement de relations diplomatiques avec les Emirats Arabes Unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Même si une normalisation avec l'Arabie Saoudite n'est pas d'actualité, les contacts officiels entre Riyad et Tel-Aviv se sont également développés, face à ce qui est perçu comme la menace iranienne. Par ailleurs, le nouveau gouvernement israélien poursuit la colonisation de la Cisjordanie et l'opinion publique israélienne s'est droitisée, n'envoyant plus réellement la création d'un Etat palestinien. Au mieux, il s'agit pour les autorités de Tel-Aviv de la gestion d'un « conflit de basse intensité ». Dans ces conditions, toute tentative de relancer le processus de paix au Proche-Orient paraît illusoire ou, à tout le moins, peu

prioritaire dans l'agenda diplomatique international.

Et pourtant, les graves incidents de l'été dernier entre Israël et Gaza ont montré que la tension entre Israéliens et Palestiniens n'avait pas disparu, que le traitement des Palestiniens demeurerait peu acceptable sur le plan des droits de l'homme et que les Arabes israéliens n'avaient pas renoncé à leur identité palestinienne. L'absence de solution porte donc en germe un conflit à terme entre deux communautés de taille équivalente dont seule l'une serait pleinement israélienne. Cette situation demeure un facteur de tension régionale et reste perçu par les opinions publiques arabes comme une humiliation, qui est exploitée tant par le régime iranien que par les djihadistes. La voix de la France, autrefois claire et appréciée sur ce sujet, n'est plus très audible, ce qui est regrettable. Rappelons que la « politique arabe » de notre pays, initiée par le général de Gaulle à l'occasion de la visite à Paris du roi Fayçal d'Arabie en 1967, comportait un soutien marqué aux droits du peuple palestinien.

Certes, la situation diplomatique et sur le terrain a beaucoup évolué depuis, et il est impératif de prendre en compte les nouvelles réalités. Mais à ce titre précisément, le centre de gravité du monde arabe s'est déplacé vers le Golfe, région où nous avons des amis et des enjeux importants. Les EAU et Bahreïn ont reconnu Israël et coopèrent avec lui ; l'Arabie Saoudite a des intérêts convergents avec l'Etat hébreu face à l'Iran et s'intéresse à la technologie israélienne ; le Qatar a également des contacts officiels avec Israël ; le Koweït et Oman sont disposés à entreprendre des médiations. Aussi, tout en continuant naturellement à nous concerter avec la Jordanie, l'Egypte et le Maroc qui – à des titres divers – sont des acteurs incontournables dans le conflit israélo-palestinien, il est de notre intérêt me semble-t-il d'envisager avec les Etats du Golfe une initiative sur ce sujet, afin de contribuer à la stabilité régionale. On sait que les EAU se préoccupent de la succession de Mahmoud Abbas, en soutenant Mohammed Dahlan (ou Majed Faraj ?). Le Qatar a conservé ses liens avec le Hamas et les Frères Musulmans.

L'Arabie veillera à ce que la question des lieux saints de Jérusalem ne soit pas « oubliée » dans toute solution équilibrée. Les pays du Golfe ont par ailleurs les moyens financiers de faciliter un rapprochement entre factions palestiniennes pour qu'Israël ait en face de lui un interlocuteur crédible. La modération et le pragmatisme des Etats du CCEAG, associés à leurs bonnes relations avec Washington devraient permettre de définir une position raisonnable quant aux conditions de création de l'Etat palestinien, aux côtés d'Israël.

Il serait donc dommage que les Européens – premiers donateurs d'aide aux Palestiniens – et la France en particulier (le pays européen le plus actif politiquement au Moyen-Orient) ne soient pas activement associés à cette relance du processus de paix au Proche-Orient. Aussi serait-il opportun que cette question soit un des sujets de coopération abordés lors de la prochaine visite du Président de la République dans le Golfe ●



REGARD D'EXPERT

Le consensus Berlinoise, ou comment l'instauration d'une signalétique politique rouge/vert/jaune suscite la réémergence d'un centrisme inspiré à la Willy Brandt et Helmut Schmidt



Michel MEYER

Écrivain et journaliste, Michel MEYER a été correspondant en Allemagne pendant une quinzaine d'années au service de la télévision publique française, au point de devenir un des meilleurs connaisseurs de sa culture. Il devient ensuite directeur de l'information de Radio France, avant de participer à la création de France Info en 1987. Il a également publié plusieurs ouvrages, notamment son « Dictionnaire amoureux de l'Allemagne » aux éditions Plon, en 2019.

Contre toute attente et a contrario de l'interminable négociation de l'accord précédent de 2017, il aura fallu moins de deux mois aux leaders allemands pour forger l'alliance politique gouvernementale souveraine des quatre nouvelles années de législature à venir. Cela devrait permettre, sans l'ombre d'un doute, à Olaf Scholz de se faire élire, le 9 décembre au plus tard, à la tête de l'alliance tricolore rouge, verte et jaune – baptisée ainsi en référence à la signalétique d'un feu urbain.

« C'est là, insiste fièrement Scholz, une coalition à hauteur de regard ». Ce dernier ne manque par ailleurs pas de se référer aux grands anciens sociaux-démocrates que furent Willy Brandt et Helmut Schmidt, plus centristes et pragmatiques que jamais et pour qui « croire au progrès » était une maxime de référence. Lors d'une émission politique de la télévision allemande, le lapsus d'un journaliste interpellant confusément le leader social-démocrate du SPD d'Olaf Schmidt illustre ce rêve éveillé.

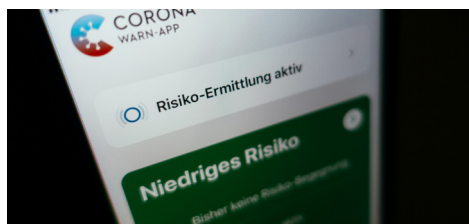
Le conservatisme qui permit aux Brandt et Schmidt de stigmatiser les raideurs sociales de l'époque (1952) en Allemagne s'est, de facto, révélé une providentielle opportunité de rajout de discours moderniste que sut exploiter Scholz, surtout lorsqu'il dénonça les retards allemands en matière de digitalisation, de risque climatique, d'infrastructures, et de modernité politique. Cette dernière allant de pair avec l'émergence, sur le front politique de campagne, d'une poétique à la

Georg Christoph Lichtenberg rappelant, par exemple, que « les levers du soleil ne seraient d'aucune utilité si nous n'avions pas le courage de nous lever ».

L'annonce, prosaïque mais socialement très éloquent, du lancement d'un chantier de 400.000 nouveaux logements s'ajoute à la possibilité arguée d'augmenter l'investissement, sans renoncer pour autant à manier le frein sur la dette. Néanmoins, le comment de la chose reste sans vraie réponse de la part de Scholz et consorts, et ce, malgré ce texte de 177 pages qui met en musique cette projection pour le moins significative, y compris sur le registre des investissements. Les investissements proposés par le texte sont, annuellement :

- 10 milliards pour les technologies clefs
- 2,5 milliards pour développer la fibre ;
- 1,0 milliard pour le digital ;
- 3,5 milliards pour la recherche diversifiée ;
- Sans oublier un subventionnement additif de 28,5 milliards des caisses d'assurance maladie.

Tout ceci a lieu dans un contexte où, cette coalition berlinoise, à peine bénie, se voit confrontée, sur le champ sanitaire, à cette méchante surprise venue d'Afrique australe et baptisée Omicron que représente le nouveau variant du Coronavirus.



Déjà, en annonçant la mise en place, à la française, d'une instance de crise « coordinatrice » entre Etat Fédéral (Bund) et Régions « Länder » au sein même de la chancellerie de Berlin, Olaf Scholz anticipe la batterie des mesures dont il entend se saisir. A commencer par un abondement financier du dispositif requis, ainsi l'étoffement des équipes d'experts disponibles. Le futur chancelier allant

même, en l'espèce, jusqu'à citer la mobilisation exemplaire du président français comme un modèle de réactivité.

En outre, il s'avère que les tenants de cette coalition pragmatique de nouveaux centristes progressistes allemands entendent, sur le champ des aides sociales, « moderniser l'Etat social » avec l'allocation d'un « Bürgergeld » (prime citoyenne), d'une « Kindergrundsicherung » (allocation pour enfant) et d'une « Aktienrente » (dotation rentière).

Ils souhaitent également atteindre un niveau de salaire horaire supérieur à 12 euros. Autant de mesures qui, dixit Scholz, permettraient une augmentation notable de revenus pour dix millions d'Allemands. Une ambition que Robert Habeck, l'actuel président des Verts juge courageuse et fiable, dans un contexte où l'investissement « recherches et développement » se verra promu à un niveau jamais atteint dans l'après-guerre.

Annalena Baerbock, adjointe de Robert Habeck à la tête du parti vert et futur ministre des Affaires étrangères, évoque cette impulsion comme un inéluctable « changement de paradigme ». Christian Lindner, le libéral d'une équipe gouvernementale où il œuvrera bientôt en tant que ministre des Finances, définit cette alliance de manière plus offensive comme une « rupture du statut quo antérieur », pour la simple raison que la coalition en passe d'accéder au pouvoir ouvre un espace politique bien plus large que l'addition des trois partis que sont le SPD socialiste, le FDP libéral et les Verts écologistes.

Cette coalition est « Du pain béni pour Scholz » ose s'avancer le vert Robert Habeck. Ce ne sera cependant que le 4 décembre prochain que les divers postes seront décernés, dans une logique où seuls les postes ministériels n'auront pas été dévolus. Il paraît évident que le chef du parti qu'est Habeck ne soit pas le super ministre dédié à la surveillance du climat et à l'économie, mais que la nomination de Madame Baerbock, numéro deux du parti et cheffe de la diplomatie de Berlin, soit confirmée. Cela ne sera pas une surprise tant cette battante, qui avait touché le fond en tout début de campagne en raison de son manque de sens politique, a su systématiquement et âprement surveiller ses arrières. Ainsi, ce qui se présentait à l'oree de l'été comme une opération électorale routinière sans éclat s'est, au fil de la campagne, transformé en démonstration tacticienne redoutable de la part du nordique froid que sait parfaitement être le social-démocrate Olaf Scholz. Aidé, osons le dire, par l'absence de charisme et de sens tactique de cet adversaire trop triste, ou mal inspiré, que fut son rival chrétien-démocrate rhénan Armin Laschet ●

REGARD D'EXPERT

D'encouragement à insulte, le phénomène «Let's go Brandon» emballe les Etats-Unis et rassemble les républicains anti-Biden



Benjamin GUERIN

Diplômé en Management des Organisations Sportives, Benjamin s'est rapidement spécialisé dans la communication digitale. Il débute sa carrière en tant que chargé de communication chez Femix Sports, association visant à promouvoir le sport féminin et la mixité dans le sport. Il rejoint ensuite GIGAFIT en tant que responsable marketing et communication du groupe afin de développer la présence digitale de plus de 60 établissements sportifs. Benjamin rejoint le pôle communication 360 d'Antidox en 2021.

Trois mots suffisent pour enflammer les foules et devenir un slogan viral rassemblant tout un parti politique. Le slogan «Let's go Brandon», synonyme d'une injure visant les démocrates et le président des Etats-Unis Joe Biden, a eu un tel impact qu'il s'est retrouvé en seulement quelques semaines dans les têtes et sur les vêtements du pays entier.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Le 2 octobre 2021, Brandon Brown, pilote automobile américain de NASCAR remporte une course lors des Xfinity Series, à Talladega en Alabama. Un jour à marquer d'une pierre blanche pour le pilote de 28 ans qui signe là sa première victoire dans cette catégorie. Il est alors logiquement sollicité par les médias pour donner ses impressions sur sa course, notamment devant Kelly Stavast de NBC Sport. Euphorique, Brandon savoure sa victoire et prend son temps pour répondre aux questions de la journaliste, tandis que des chants commencent à s'entendre en tribunes : « F*** Joe Biden ! F*** Joe Biden ! ». La journaliste, dans l'excitation, comprend de travers le slogan et annonce en direct à la télévision américaine que les spectateurs scandent le nom du vainqueur du jour « Let's go Brandon ! ».

De nombreuses questions se posent alors : La journaliste a-t-elle souhaité amoindrir la portée de ces chants hostiles sans avoir à prononcer le « F word » ? Les médias mentent-ils à la population en déformant et cachant la vérité ? Quelles seront les retombées médiatiques face à cette incompréhension ?

La scène devient virale et le slogan est repris très rapidement dans tout le pays, loin des circuits de course et des gradins.

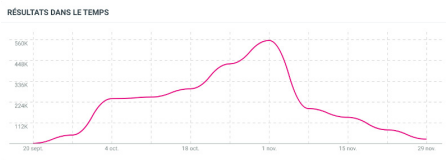


Figure 1 - Résultat des mentions « Let's go Brandon » sur Twitter depuis le 20 septembre

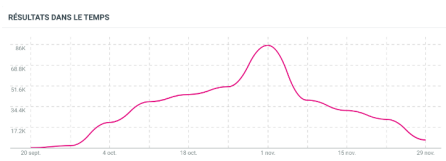


Figure 2 - Résultat des mentions « Let's go Brandon » sur tous les médias hors Twitter depuis le 20 septembre

Une réappropriation linguistique des opposants

Ce n'est pas la première fois qu'un « buzz » comme celui-ci voit le jour dans l'univers politique et social. En France, de nombreux slogans ont été détournés à commencer par la célèbre

phrase « Mangez des pommes » de Jacques Chirac, satiriquement reprise par les Guignols de L'Info sur Canal+ qui marquera toute la durée de sa campagne présidentielle de 1995. Dans un autre registre, bien plus malheureux, le slogan « Je suis Charlie » a marqué ces dernières années. L'expression, émise en premier par Joachim Roncin, avait simplement pour signification d'apporter son soutien envers les victimes de l'attentat contre Charlie Hebdo. Réadapté, détourné voire même copié, ce slogan a fait le tour du monde pour devenir un symbole de rassemblement international.

« Let's go Brandon ! », parti d'une erreur de compréhension, amuse l'opposition et est réutilisé à outrance par les républicains, devenant un véritable cri de ralliement des anti-Biden.

Que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans les hautes sphères politiques, les élus républicains ne manquent pas d'afficher leurs intentions avec le slogan « Let's go Brandon ! ». Quand Bill Posey, élu en Floride, agremait son intervention à la Chambre des représentants par un « Let's go Brandon ! » le poing levé, Jeff Duncan, lui, se présentait avec un masque anti-Covid avec ces inscriptions.

Cette réappropriation ne s'arrête pas là et est détournée de façon encore plus poussée par Lauren Boebert, qui se targuait début novembre lors de la venue de Donald Trump au Colorado, d'une robe rouge floquée du slogan. Afin de pousser le phénomène encore plus loin, l'élue s'est même fendue d'un tweet avec l'habile commentaire « Ce n'est pas une phrase, c'est un mouvement ! ».

En effet, la rapidité à laquelle cette formule a été propagée témoigne de la baisse de popularité de l'actuel Président des Etats-Unis, qui chute dans les sondages. Joe Biden n'a pour l'instant pas réussi à faire passer tous ses plans de relance post-Covid, malgré un projet de départ ambitieux. Et ce n'est pas la fébrile riposte des démocrates (avec le #ThankYouBrandon) qui réussit à calmer la rancœur et la créativité des opposants au pouvoir.

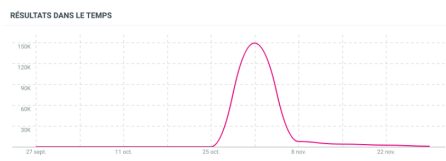


Figure 3 - Résultat des mentions #ThankYouBrandon sur Twitter depuis le 27 septembre

Des ficelles désormais classiques pour la guérilla politique : respect formel de la loi, moquerie, complotisme

Ce mouvement, devenu viral, a bousculé l'ensemble des Etats-Unis. Tout d'abord, les chants « F*** Joe Biden » entendus dans des manifestations et des prises de parole en public du président ont laissé place à des chants « Let's go Brandon », considérés comme une version PEGI et donc moins grossière que la précédente. Malgré cela, ce slogan a

été interdit d'antenne par un grand nombre de médias.

Dans son fameux Rules for Radicals (Être radical : Manuel pragmatique pour radicaux réalistes) publié en 1971 et qui a inspiré plusieurs générations d'activistes et de guérilleros politiques, Saul D. Alinsky notait déjà que la ridicule était l'arme la plus puissante. Dans sa règle 5, il précise : « Ridicule is man's most potent weapon. It is almost impossible to counterattack ridicule. Also it infuriates the opposition, who then react to your advantage. » Et dans sa sixième, il note : « A good tactic is one your people enjoy. »

Cette histoire met également en exergue les impressions hostiles qu'à une grande partie de la population américaine envers les médias traditionnels. En effet, selon une étude proposée par Gallup, la confiance des Américains dans les médias d'informations a diminué de 4% comparé à l'année précédente, passant à 36%. D'où le schéma à vocation complotiste autour de cette journaliste de NBC Sport qui fait une erreur en direct, alors que l'injure envers Joe Biden est très explicite. Cette imposture passe mal et est considérée comme un fait évident que les médias ne sont pas dignes de confiance.

Un modèle économique qui renforce le buzz

Face à ces médias traditionnels, l'expression spontanée sur les réseaux sociaux est mise en avant : plus de 90% des mentions de ce sujet ont été exprimées sur Twitter. La force de Twitter étant dans la rapidité de transmission d'information et dans la possibilité de converser avec les auteurs, un très grand nombre d'internautes (républicains ou non) se sont emparés du sujet pour exprimer leur ressenti.

Société de consommation oblige, le slogan a eu droit à sa dose de détournements et de parodies. Nombre d'électeurs républicains ont ainsi créé des produits dérivés (T-shirts, mugs, casquettes, drapeaux et autres goodies) à l'effigie de Brandon, du slogan en lui-même et même de Donald Trump. Le mouvement inspire également des hommes politiques pour collecter des fonds grâce à ce thème et des journaux satiriques comme Babylon Bee pour la rédaction d'articles parodiques. Le grand vainqueur reste tout de même l'entreprise d'armes à feu Palmetto State Armory, fabriquant des fusils à trois crans 1.Fuck 2.Joe 3.Biden...

Preuve encore que le buzz (et la création) n'a pas de limite, le rappeur Bryson Gray a réalisé une chanson « Let's go Brandon » s'inspirant évidemment du chant « F*** Joe Biden » lors de la course de NASCAR et est même devenu 1er des téléchargements sur iTunes fin octobre, dépassant Adèle et son single de retour.

Un grand gagnant ressort de cette histoire : le parti républicain américain et son leader Donald Trump, qui n'a pas manqué lui non plus de participer à l'éloge de Brandon et à railler Joe Biden sur Twitter. Un bon filon pour le parti de droite et un mauvais coup de projecteur pour les démocrates, qui se retrouvent une nouvelle fois en difficulté dans les sondages. Si la viralité s'est révélée importante, il est cependant fort à parier que ce mouvement s'estompera aussi vite qu'il est devenu omniprésent ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.